

ANALYSE

FINANCES PUBLIQUES DU QUÉBEC

Mes amis, préparez votre chéquier



Pierre Couture
pcouture@lesoleil.com

Mes amis, préparez votre chéquier. Car si certains politiciens s'entêtent toujours à ne rien voir, les finances publiques du Québec ont déjà frappé un mur. Le réveil sera brutal et la facture explosera. Et devinez qui paiera la note...

Pour l'année financière qui se termine à la fin mars, le déficit du Québec devrait atteindre les 4,7 milliards \$. Une somme qui pourrait toutefois être révisée à la hausse au cours des prochaines semaines. En fait, la récente récession a tellement coté cher que le gouvernement du Québec sera incapable de retrouver l'équilibre financier avant l'année financière 2013-2014. D'ici là, le Québec aura pelleté au service de la dette plus de 13 milliards \$.

La dette brute du Québec frôle maintenant les 170 milliards \$.

Et on voit déjà venir les coups. Pour éviter de faire le boulot qui s'impose, certains commis de l'État sont déjà prêts à refiler la note aux générations futures.

Lors du prochain budget, le Québec devra mettre de côté une somme d'environ 8,5 milliards \$ (près de 14 % du budget total annuel) pour payer seulement les intérêts de sa lourde dette.

Imaginez si les taux d'intérêt augmentaient de 1 % l'an prochain. La facture pour (seulement) financer les intérêts sur la dette brute du Québec grimperait alors de 1,5 milliard \$ pour atteindre 10 milliards \$ par année.

DES CHOIX DIFFICILES

Évidemment, pour retrouver l'équilibre financier en 2013-2014, le Québec aura fort à faire. Et la

classe moyenne sera appelée de nouveau à la rescousse pour renflouer les coffres de l'État.

Gardons à l'esprit que seulement 40 % de la population québécoise paie des impôts.

Déjà, on sait que le gouvernement Charest haussera la taxe de vente du Québec (TVQ) le 1^{er} janvier 2011. Cette mesure (7,5 % à 8,5 %) devrait rapporter en 2013-2014 plus de 1,2 milliard \$ supplémentaires dans les coffres de l'État. La lutte à l'évasion fiscale figure également au menu. Les particuliers qui n'ont pas payé d'impôt sur des revenus auront la vie dure. Le gouvernement espère aller chercher 900 millions \$ supplémentaires dans leurs poches en 2013-2014.

Tous les services gouvernementaux nécessitant une tarification particulière seront également indexés dès l'an prochain. Cette mesure devrait rapporter 195 millions \$ de plus par année.

N'oublions pas que pour respecter un retour à l'équilibre financier, la hausse des programmes devra être contenue à 3,2 % d'ici quatre ans, contrairement à la moyenne de 4,6 % observée au cours des cinq dernières années.

Conséquence : tous les ministères et organismes du Québec ont l'ordre de couper 800 millions \$ en vue du prochain budget provincial. Certains programmes devront disparaître, alors que d'autres verront leur budget gelé. On parle de compressions de dépenses de 3,9 milliards \$ d'ici 2013-2014.

Ce qui nous amène aux fameux 5 milliards \$ à trouver pour l'année 2013-2014 afin de retrouver le chemin de l'équilibre. Dans certains cercles financiers, l'idée d'augmenter de nouveau la TVQ de 1 % (en 2012) fait déjà son bout de chemin.

Hydro-Québec pourrait également être mise à contribution. Évidemment, ici, on ne parle pas de vendre la société d'État pour renflouer la caisse.

Ainsi, une hausse des tarifs d'électricité de 3 % par année générerait environ 225 millions \$ en revenus directs pour l'État.

L'imposition d'un ticket modérateur dans le système de santé est une autre idée entendue ces derniers temps. Cette mesure aurait surtout pour effet de contrer la croissance des coûts annuels dans le plus gros ministère du Québec, tout en rapportant près d'un milliard \$. Parmi les autres avenues à explorer, le gouvernement pourrait augmenter les tarifs à 7 \$ dans les garderies subventionnées, tout comme hausser les frais aux utilisateurs de l'assurance médicaments. Certains courants de pensée vont encore plus loin. Les frais de scolarité dans les cégeps et les universités pourraient être haussés pour s'arrimer à la moyenne canadienne. On parle d'une augmentation moyenne de 750 \$ par

Tous les ministères et organismes ont reçu l'ordre de couper 800 millions \$ en vue du prochain budget



session pour un étudiant.

L'État québécois pourrait par ailleurs être tenté de donner l'exemple en gelant les salaires de ses fonctionnaires. Autre idée qui circule : une compression de 10 % de ses employés (des secteurs public et parapublic) dont le nombre s'élève à 550 000 en sol québécois.

En somme, ce ne sont pas les idées qui manquent. On souhaite donc beaucoup de courage au gouvernement actuel qui semble toutefois dépassé par la lourdeur de la tâche à accomplir. Bonne rencontre économique tout de même!



Les frais de scolarité dans les cégeps et les universités pourraient être haussés de 750 \$ en moyenne par étudiant. — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

Le gouvernement Charest en mode « écoute »

Des décideurs économiques et sociaux sont invités à discuter du Québec « des 10 ou 20 prochaines années »

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Sans décision à annoncer, ni même de « propositions gouvernementales », le gouvernement Charest convie ce soir une centaine de décideurs économiques et sociaux pour discuter du Québec des 10 ou 20 prochaines années. Hier le premier ministre Charest a martelé qu'il n'y avait pas d'annonces à attendre de la réunion de deux jours – qui comportera tout au plus quatre heures d'échanges, ce soir et demain.

Le gouvernement « n'arrive pas là avec une page blanche », a-t-il insisté, mais il souligne aussi qu'il n'y a pas d'autre engagement « que d'écouter ce que tout le monde a à dire ».

Ces discussions seront « en lien avec le budget » que déposera en mars le ministre Raymond Bachand, mais surtout reliées « aux conséquences que cela va avoir sur le Québec dans 10 ou 20 ans », a-t-il poursuivi. « On ne passera pas à côté de l'équi-

libre budgétaire », a-t-il assuré, les questions comme les hausses de tarifs d'électricité et de taxe de vente seront « forcément » abordées. Mais il est clair que le gouvernement voudra maintenir le débat à bonne distance des questions controversées.

Par exemple, M. Charest souhaite une réflexion sur le niveau d'effort gouvernemental pour les familles, des initiatives dont le coût a augmenté de 60 %, à cause des services de garde et des congés parentaux. « Cela nous coûte combien, mais par rapport à la démographie cela nous amène où? » a-t-il poursuivi – le Québec a grâce à ces initiatives un taux de natalité plus élevé que la moyenne canadienne et que l'Ontario, sa voisine fortunée.

Parmi les groupes invités, les listes d'épicerie circulent déjà. Du côté de la Santé, on scrutera le niveau de financement. Au moment où Québec veut ramener la croissance de ses dépenses de 4,6 à 3,2 %, la simple croissance des coûts en santé est de 6 %.

Pour la présidente de l'Association des établissements de santé, Lise Denis, Québec a déjà une pile d'études et de rapports qui recommandent des formules innovatrices pour le financement de la santé. « On les a malheureusement ignorées jusqu'à aujourd'hui », a déploré M^{me} Denis, exhortant Québec à faire preuve de « courage » devant des choix difficiles. Les rapports de Michel Clair, Jacques Ménard et Claude Castonguay proposaient tous de nouvelles sources de financement, dédiées, pour les budgets de santé.

Du côté du Conseil du patronat, le président, Yves-Thomas Bernard, propose une mobilisation des partenaires économiques et sociaux dans une « campagne de l'audace » pour stimuler l'investissement privé la productivité et la création de richesse.

On demande aussi des mesures pour augmenter la productivité des entreprises en soutenant l'investissement des PME en machinerie et équipement.



Un appel au secours pour les aînés

Ma bonne maman vient tout juste de fêter ses 87 ans après une vie bien remplie comme enseignante, mère de famille, grand-maman gâteau de six petits-enfants, voyageuse, étudiante à l'université du troisième âge et j'en passe! Elle fait maintenant face à une terrible maladie, dont le seul nom fait peur à tous: l'Alzheimer.

Et malheureusement les médias le confirment déjà: nous assistons actuellement au Canada et au Québec à la pointe de l'iceberg. Avec le vieillissement de la population et l'espérance de vie qui ne cesse d'augmenter, les besoins seront de plus en plus grands. Serons-nous équipés pour faire face à cette problématique? Rien n'est moins sûr.

Ma mère, qui est actuellement soignée à la clinique gé-

riatrique de courte durée du Pavillon Argyll, reçoit d'excellents soins. Mais une fois le diagnostic tombé, il semble bien que les ressources

d'hébergement pour les cas de démence légère soient quasi inexistantes. Elle ne peut plus demeurer dans son coquet studio pour personnes autonomes, car elle n'y est plus en sécurité, mais elle n'est pas assez malade pour vivre dans un centre hospitalier de soins longue durée du réseau public. Alors que fait-on? Pourtant la ministre Marguerite Blais, responsable du dossier des aînés, a effectué une tournée des régions en 2009. À quand des actions concrètes pour nos aînés en perte d'autonomie?

Quelquefois, je me prends à rêver d'un réseau subventionné

de garderies en milieu familial pour aînés, créé sur le même principe que les garderies en milieu familial pour les petits de 0 à 5 ans, où les personnes âgées finiraient leurs jours dans la dignité. Car nous, la famille, on fait tout notre possible. Cependant, le manque de formation, la lourdeur de la tâche 24 heures sur 24, la vie

professionnelle exigeante et les autres responsabilités familiales font que l'on s'essouffle rapidement malgré toute notre bonne volonté.

J'en appelle donc à tous pour que la prochaine décennie accorde aux aînés en perte d'autonomie toute l'attention qu'ils méritent. Car notre tour viendra bien plus vite qu'on le croit!

Françoise Leclerc
Sherbrooke, 514-737-1242

